

ACTIF

	31/12/2018	31/12/2017
A) Credits envers les membres	-	-
B) Immobilisations	-	-
I - Immobilisations bruts		
1) coûts d'élargissement	320.941	528.004
6) Immobilisations en cours et avances	161.227	177.031
7) Autres	150.346	177.092
Total I	632.514	882.127
II - Immobilisations nettes		
1) Immeubles	225.421	227.066
2) équipement	0	232
3) équipement industriel et de commerce	-	-
4) Autres	70.937	67.534
5) Immobilisations en cours et avances	-	-
total II	296.358	294.832
III - Financières		
1) participation à:		
a) Filiales		
b) associées	-	-
c) sociétés mères	-	-
d) autres sociétés	7.360	7.360
2) Crédits:		
a) de filiales due après 12 mois	-	-
b) à des sociétés associées due après 12 mois	-	-
c) des sociétés mères due après 12 mois	-	-
d) d'autres personnes due après 12 mois	8.474	3.710
3) Autres	-	-
4) Actions propres (valeur nominale)	-	-
Total III	15.834	3.650
Total des immobilisations (B)	944.707	1.180.609
C) Actifs circulants		
I - Restes:		
1) Matières premières, auxiliaires et consommables	29.360	29.360
2) Travaux en cours, produits semi-finis	-	-
3) Travaux en cours sur les contrats	-	-
4) Produits finis et produits destinés à la revente	-	-
5) Avances	-	-
Total I	29.360	29.360
II - Crédits:		
1) vers les bailleurs de fonds due après 12 mois	5.639.895	2.952.538
2) des filiales due après 12 mois	-	-
3) des sociétés associées due après 12 mois	-	-
4) aux sociétés mères	-	-
5) de filiales de sociétés mères dont l'échéance est supérieure à un an	-	-
5bis) Crédits fiscales due sur 12 mois	16.821	38.429
5ter) impôts différés due sur 12 mois	-	-
5quater) vers les autres due sur 12 mois	608.185	847.136
total II	6.283.203	3.856.405
III - Activités financières:		
6) Autres	-	-
total III	-	-
IV - Liquidité:		
1) Comptes bancaires et postaux	3.461.069	5.691.427
2) chèques	3.800	2.100
3) valeur de caisse	3.943.074	4.113.272
total IV	7.407.943	9.806.800
Total actif courant (C)	13.720.506	13.692.565
D) Courus et différées	14.623.282	22.087.822
Total actif	29.288.494	36.960.996

Le Président
Claudio Ceravolo




PASSIF

	<u>31/12/2018</u>	<u>31/12/2017</u>
A) Capitaux		
I. Fonds commun	70.000	70.000
V. réserves statutaires	-	-
VI. Réserve pour actions propres en portefeuille	1.247.153	-
VII. autres réserves	-	770.482
VIII. Bénéfice (perte) reporté	(-0)	8.363
IX. Bénéfice (perte) de l'exercice	44.144	2.983
Total des capitaux propres (A)	1.361.296	851.828
B) Provisions pour risques et charges		
1) pour les pensions et obligations similaires	-	-
2) pour les impôts, y compris les impôts différés	-	-
3) Instruments financiers dérivés - passifs	-	-
3) autre	-	72.721
Total provisions pour risques et charges (B)	-	72.721
C) Provision pour indemnités de cessation d'emploi	491.215	479.940
D) Dettes		
1) obligations	-	-
due après 12 mois	-	-
2) obligations convertibles	-	-
due après 12 mois	-	-
3) aux actionnaires pour les prêts	-	-
due après 12 mois	-	-
4) aux banques	2.781.349	1.341.687
due après 12 mois	-	-
5) Dettes / autres bailleurs	-	-
due après 12 mois	-	-
6) Avances	-	-
due après 12 mois	-	-
7) dettes envers fournisseurs	207.603	191.957
due après 12 mois	-	-
8) titres émis par crédit	-	-
due après 12 mois	-	-
9) vers les filiales	-	-
due après 12 mois	-	-
10) entreprises / associés	-	-
due après 12 mois	-	-
11) envers les sociétés mères	-	-
due après 12 mois	-	-
12) Dettes fiscales	47.887	55.020
due après 12 mois	-	-
13) Dettes envers la prév. et de la sécurité sociale	117.119	130.651
due après 12 mois	331	25.344
14) autres dettes	3.087.859	2.446.076
due après 12 mois	-	-
Total debts (D)	6.242.149	4.190.736
E) Courus et différés	21.193.834	31.365.771
Totale passif	29.288.494	36.960.996

Le Président
Claudio Ceravolo




COMPTE DE RESULTAT

	<u>31/12/2018</u>	<u>31/12/2017</u>
A) Valeur de production		
1) Produits des ventes et des services	58.111.825	40.090.132
2) Variation des stocks	-	-
3) Variation de contrat de travail en cours	-	-
4) Augmentation des immobilisations pour les travaux internes	-	-
5) Autres revenus	2.336.706	1.711.610
Subventions de fonctionnement	-	-
Totale valeur de production (A)	60.448.531	29.801.743
B) Coût de production		
6) Matières premières	15.017.114	9.380.497
7) Services	10.447.358	12.466.976
8) Utilisation des actifs de tiers	5.121.046	38.207
9) Personnel:	23.536.829	16.686.416
a) salaires et traitements	4.932.530	3.637.703
b) sécurité sociale	517.040	435.177
c) indemnités	142.767	105.264
d) pensions et similaires	-	-
e) autres coûts	17.944.493	12.508.272
10) Amortissement et dépréciation:	348.011	445.012
a) amortissement des actifs	317.414	372.090
b) amortissement des immobilisations	30.597	72.923
11) Variation des stocks	-	-
12) Provisions pour risques	-	138.050
13) Autres provisions	450.000	140.000
14) Autres charges	5.497.012	2.200.698
Total Coût de production (B)	60.417.370	41.495.856
Différence entre valeur de production et coût de production (A - B)	31.161	305.887
C) Revenus et produits financiers		
15) Revenus de participation:		
a) dans les filiales	-	-
b) dans des entreprises liées	-	-
c) autres sociétés	-	-
16) Autres produits financiers (pas d'investissements)	1.262	904
a) les produits financiers (int.) des créances à long terme	-	-
4) d'autres	1.262	904
17) Intérêts et autres charges financières:	160.188	99.934
d) dus aux banques	160.188	99.934
f) autres dettes	-	-
17bis) Utiles et pertes de change:	171.909 -	203.874
a) utiles de taux de change	742.252	627.091
b) pertes de taux de change	570.343	830.965
c) provision au risque de change	-	-
Différence entre les utiles et les dépenses financier (C)	12.983	302.905
D) Dépréciation des actifs financiers	-	-
Totale (D)	-	-
Résultat de l'exercice	44.144	2.983

Le Président
Claudio Ceravolo




COOPI – COOPERAZIONE INTERNAZIONALE est une Fondation sans but lucratif dont les buts sont de contribuer au développement des communautés avec lesquelles elle coopère dans les Pays en Voie de Développement. Ces buts sont atteints principalement par la réalisation de programmes de développement avec les PVD, la sélection et la formation de personnes qui ont l'intention de s'engager volontairement dans les programmes de la Fondation.

COOPI est une "ONLUS" de droit selon l'art.10 alinéa 8 du décret-loi D.L. 4 décembre 1997, n. 460.

COOPI, au cours du processus de réforme du Tiers Secteur prévu par la Loi Délégation 106/2016 et les décrets et compléments ultérieurs, a vérifié l'existence de toutes les exigences nécessaires pour les organes du Tiers Secteur et entend en tout état de cause se conformer à toutes les dispositions réglementaires dans les conditions prévues par la loi. Les états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 ont été établis conformément aux dispositions du Code civil italien et se composent du bilan (établi conformément à l'article 2424 du Code civil italien), du compte de résultat (établi selon le format prévu aux articles 2425 et 2425-bis du Code civil italien) et de la présente annexe aux états financiers.

Nous soumettons à l'attention et à l'approbation de l'assemblée générale les documents qui constituent et accompagnent les états financiers selon le schéma indiqué par les dispositions du Code civil italien; pour chaque poste du bilan et du compte de résultat, une comparaison est faite avec le poste correspondant de l'exercice précédent. Tout écart entre les valeurs de l'exercice précédent et celles qui figurent dans les présentes notes est dû à un reclassement différent.

La compilation des documents contenant les états financiers de la Fondation et a été menée selon les préceptes de la loi, en particulier la note donne une illustration, une analyse et, dans certains cas, complètent les données budgétaires et contient les informations requises par l'art. 2427 du Code civil comme indiqué ci-dessous.

1) Les critères utilisés pour l'évaluation des articles du bilan, la dépréciation des valeurs d'acquisition et la conversion avec la monnaie ayant cours légal dans l'État.

Les éléments qui apparaissent dans les états financiers ont été évalués en fonction des critères énoncés dans le Code Civil.

Tous les articles correspondent aux valeurs présentes aux comptes. Les critères utilisés pour le bilan au 31.12.2018 ne diffèrent pas de celles utilisées pour préparer les états financiers de l'exercice précédent, en particulier dans l'évaluation et la continuité des mêmes principes. L'évaluation des différents postes budgétaires a été faite en fonction de critères généraux de prudence et de régularisation sur une base de continuité des activités et en tenant compte de la fonction économique de l'actif ou du passif concerné.

L'application du principe de l'évaluation prudente a permis l'évaluation des postes des entrées ou des éléments d'actif et de passif, pour éviter de neutraliser les pertes qui pourraient être reconnues et des bénéfices non reconnus comme non réalisés.

En vertu du principe de compétence, l'effet des transactions et d'autres événements sont comptabilisés à l'année à laquelle ces transactions sont liées; en ce qui concerne les charges et les revenus liés aux projets qui ne sont pas conclu d'ici la fin de l'année, en considération des difficultés d'évaluation, ont été «suspendu» par l'insertion d'avance et produits reportés et par conséquent reporté au prochaine année. En ce qui concerne spécifiquement les évaluations, nous montrons que les critères ont été adoptés pour les éléments les plus importants, en conformité avec l'art. 2426 du Code Civil.

Dans le cadre du nouveau texte du principe de comptabilité OIC 24 les frais de publicité ont été reclassés de l'élément BI1 BI2, tant pour l'année 2018 tant pour le précédent pour toute homogénéité.

ACTIF

B. Immobilisation

B. I. immobilisations brutes

Les immobilisations ont été comptabilisées à leur coût d'acquisition, y compris les frais directement attribuables, et le nette de l'amortissement cumulé au cours des années et directement prélevé sur les postes individuels. Les coûts de maintenance et des améliorations aux immobilisations louées sont inclus sous la rubrique «Autres immobilisations brutes» et sont amorties sur une base systématique pour la période de la location. Les immobilisations dont la valeur de marché à la date du bilan est inférieure au coût amorti selon les critères ci-dessus, sont ramenées à leur valeur de marché. Si les raisons qui ont conduit à cette dévaluation, n'existent pas, nous procédons au rétablissement du coût.

B. II. Immobilisation nettes

En conformité à l'art. 2426 du Code civil les immobilisations nettes sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, y compris les frais accessoires directement attribuables. Les coûts de maintien et de réparation ont été comptabilisés seulement si ont mis en place une augmentation effective de la valeur et / ou la fonctionnalité des produits. Les biens avec montant jusqu'au 516,46 €, sous réserve d'une utilisation autonome, sont enregistrés au compte de résultat lorsque leur utilité est limitée à un an. Les actifs existants aux sièges étrangers sont comptabilisés dans le bilan, déduction faite de l'amortissement cumulé. Les revalorisations n'ont pas été ajustées.

Ajustements

La dépréciation comptabilisée au compte de résultat, est calculé en fonction de l'utilisation, la destination et la durée des actifs, basés sur le critère de la durée de vie utile, et cette politique a été pensée pour être représentée par les taux ci-dessous exposés. Les taux utilisés pour l'amortissement des immobilisations nettes utilisées en Italie, sont les suivants:

<i>Immobilisations</i>	<i>Taux %</i>
Immeubles	3%
Plante	20%
Equipement	20%
Ameublement	10%
Matériel de bureau	20%

La valeur des immobilisations est ajustée par l'amortissement cumulé. Les immobilisations nettes n'ont pas été réévaluées. Les taux utilisés pour les biens matériels aux sièges étrangers, on a utilisé les tableaux des procédures internes de COOPI.

B.III Actifs financiers

Les participations de la Fondation, les consortiums mutuelles impliquant des sociétés ou d'autres entreprises opérant dans le cadre de la coopération, sont comptabilisés comme intangible car ils sont de nature temporaire et représentent un investissement stratégique durable pour la Fondation. Les investissements dans d'autres sociétés sont évalués à leur coût d'acquisition ou de souscription.

C. ACTIFS COURANTS

C. I Stocks

Le montant de 29.360 € a été enregistré sous la rubrique " Stock de valeurs" dans le cadre d'un legs reçu en 2018.

C.II Crédits

Sont évalués à leur valeur de réalisation estimative. L'ajustement de la valeur nominale des crédits à leur valeur de réalisation estimative par une provision spécifique pour la dépréciation des mêmes.

C. III. Les actifs financiers

Les titres sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.

C.IV. La trésorerie et les équivalents de trésorerie

Ils sont évalués à leur valeur nominale.

D. PRORATAS ET REESCOMPTE ACTIFS

Ces concernent les coûts communs aux deux années consécutives ou plus, dont le montant est déterminé sur la base du principe des droits constatés. Dans le cas de remboursements anticipés à long terme ont été vérifiées les conditions qui ont conduit à l'inscription originale et, le cas échéant, adoptées des modifications appropriées. Inclus dans les charges payées il y a les coûts engagés au cours de l'année, concernant les projets non achevés dans le même exercice ou lorsque le processus de détermination du résultat est toujours en cours.

PASSIF

B. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Ces sont des dispositions prudentielles pour couvrir d'éventuelles obligations relatives à certains bailleurs de fonds pour les rapports financiers qui sont en phase d'approbation.

C. INDEMNITES DE FIN DE CONTRAT

Représentent le montant à payer à tous les employés à la date du bilan. Ce passif, déterminé conformément aux dispositions de la loi et des contrats de travail, a été démontré au net des avances versées.

D. DETTES

Ces sont évalués à leur valeur nominale.

E. PRORATAS ET REESCOMPTE PASSIFS

Ces se rapportent aux coûts communs à deux ou plusieurs années consécutives.

Parmi les réescomptes passifs il y a les revenus obtenus au cours de l'année et pour des projets non achevés pour la même année ou le même processus de détermination du résultat qui est toujours en cours.

FONDS RISQUES ET GARANTIES

Les engagements et les garanties données et reçues sont indiqués aux comptes d'ordre à leur valeur contractuelle.

- Les garanties données sont les garanties émises à la faveur de tiers.
- Les engagements sont les obligations des contrats signés qui n'ont pas encore été exécutés.
- Les risques auxquels la manifestation d'un passif est probable sont décrits dans la note complémentaire et attribués selon des critères des réserves de risque.

Les risques auxquels la manifestation d'un passif est possible sont décrits à la note complémentaire, sans faire de provisions, selon les principes comptables de référence.

CRITÈRES DE CONVERSION DES MONTANTS EN DEVISE

Les crédits et les dettes en devises étrangères sur les comptes bancaires à l'étranger sont comptabilisés aux taux de change publiés par l'Union européenne pour le mois de Décembre 2018.

REVENUS

Coûts et revenus

Ces sont comptabilisées en conformité avec les principes de prudence et de compétence.

2) Mouvements des immobilisations

Ces sont comptabilisés au coût historique et sont nettes de l'amortissement cumulé au cours des années et attribués directement aux postes de compétence.

BI) Immobilisations brutes

Les variations des immobilisations brutes au cours de l'exercice sont:

	31/12/2017	Incréments	Amortissements	31/12/2018
Dépenses de publicité	528.004		(207.063)	320.941
Autres dépenses	8.184		(4.092)	4.092
Coûts de maintenance extr.	15.154		(3.436)	11.719
Coûts extr. Cascina	153.754		(19.219)	134.535
Total	705.096	0	(233.809)	471.287

	31/12/2017	Incréments	Diminutions	31/12/2018
Etude de faisabilité Liban	362	2.418	(2.781)	0
Etude de faisabilité Liban	0	223	(223)	0
Etude de faisabilité Nigeria	2.127		(2.127)	-
Etude de faisabilité Iraq	6.358	263	(6.621)	0
Etude de faisabilité Jordan	12.453	46.815	(33.772)	25.496
Etude de faisabilité RDC	1.042		(782)	261
Etude de faisabilité Sénégal	3.974	33.478	(9.363)	28.089
Etude de faisabilité Sirie	20.306	18.125		38.431
Etude de faisabilité Cameroun	2.376		(1.188)	1.188
Etude de faisabilité Cameroun	6.664	231	(6.895)	-
Etude de faisabilité RCA 2016	4.414	13.849	(3.653)	14.610
Etude de faisabilité Tunisie	15.558	31.258	(11.704)	35.112
Etude de faisabilité Gambia	945	8.277	(4.263)	4.959
Etude de faisabilité Mauritanie	0	2.464	(2.464)	-
Etude de faisabilité Tchad	0	6.335	(3.168)	3.168
Etude de faisabilité Haiti	0	13.792	0	13.792
Etude de faisabilité Haiti	0	8.388	0	8.388
Etude de faisabilité Peru				
Etude de faisabilité Ethiopie				
Etude de faisabilité Guatemala				
Total	177.032	67.801	(83.605)	161.228

Les frais de maintenance extraordinaire liés à l'hébergement partiel du toit de l'immeuble du siège. Les charges exceptionnelles de Cascina concernent des interventions pour un montant total de 172.973,04 € qui sont amorties sur les années restantes du contrat.

Les études de faisabilité comprennent les coûts engagés pour les missions pour les projets qui sont ou seront soumis aux divers bailleurs de fonds et pour l'ouverture de nouveaux pays / secteurs.

Ces sont des avances qui seront enregistrées aux projets au moment de leur approbation, dans le cas de non-approbation du projet ou non ouverture du pays / secteur de l'étude de faisabilité, ces seront enregistrées au coût de l'année.

BI) Immobilisations nettes

Celles liées au bureau de Milan, brut de l'amortissement cumulé, sont :

	31/12/2017	Incréments	Cessions	Transfert	31/12/2018
Immeubles	235.291				235.291
Plantes	131.975	-			131.975
Plantes civiles bureau cer	59.714				59.714
Plantes élect-télep.	72.261				72.261
Autres	712.199	49.572			665.482
Equipement	9.868				9.868
Véhicules	10.000				10.000
Ameublement	61.515				61.515
Machines dept.électr.	44.979				44.979
Machines dept.général.	90.609				90.609
Immobilis.pays étrang.	495.229	49.572	(95.908)	(381)	448.512
Total	1.079.465	49.572	(95.908)	(381)	1.032.748

Les mouvements des amortissements au cours de l'année sont les suivants:

	31/12/2017	Incréments	Cessions	Transfert	31/12/2018
Immeubles	8.225	1.645			9.870
Plantes	131.743	232	-	-	131.975
Plantes civiles bureau cer	59.483	232			59.714
Plantes élect-télep.	72.261				72.261
Autres	642.716	46.440	(-94.225)	(-383)	594.547
Equipement	9.868				9.868
Véhicules	10.000				10.000
Ameublement	61.515				61.515
Machines dept.électr.	44.848	131			44.979
Machines dept.général.	90.609				90.609
Immobilis.pays étrang.	425.876	46.309	(-94.225)	(-383)	377.577
Total	782.684	48.316	(-94.225)	(-383)	736.392

En ce qui concerne la catégorie immeubles, l'amortissement se réfère à la partie du bien qui n'est pas dans les capitaux propres.

Le détail des mouvements d'immobilisations nettes liées aux sièges étrangers est la suivante:

	31/12/2017	Incréments	Cessions	Transfert	31/12/2018
Bolivie	31.644				31.644
Rép.Dém. du Congo	40.951	1.232	4.091		38.093
Ethiopie	52.214				52.214
Guatemala	38.658				38.658
Haiti	62.711				62.711
Kenia	6.725	4.420	8.001		3.143
Malawi	47.025	3.966	22.371		28.620
Paraguay	52.746			- 381	52.365
Peru	16.977	30.697			47.674
Rép.Centrafricaine	88.295		23.630		64.665
Sudan Darfur	19.468	9.257			28.725
Tchad	37.815		37.815		0
Total	495.229	49.572	95.908	- 381	448.512

Le détail des mouvements des amortissements référé aux sièges étrangers est:

	31/12/2017	Ammort. Projets	Amm.to Coordin.	Total	Utilis. pour cessions	Ajustem.	31/12/2018
Bolivie	31.644			-			31.644
RépDémCongo	40.951		825	825	(-3.684)		38.093
Ethiopie	52.214			-			52.214
Guatemala	36.701	1.952		1.952		5	38.658
Haiti	33.600	21.622		21.622			55.222
Kenya	6.725		329	329	(-6.725)		329
Malawi	31.965		5.336	5.336	(-22.371)		14.931
Paraguay	34.441		9.205	9.205		(-387)	43.259
Peru	16.977		1.092	1.092			18.069
RépCentrafric.	86.785		1.511	1.511	(-23.630)		64.665
Sierra Leone	16.055		4.436	4.436			20.491
Tchad	37.815				(-37.815)		-
Total	425.876	23.574	22.735	46.309	- 94.225	- 383	377.576

Au cours de l'exercice a été effectué l'inventaire physique des biens aux sièges étrangers. Les valeurs attribuées ont été déterminés en supprimant le coût d'achat aux amortissements attribué aux projets selon les procédures internes de COOPI en conformité avec les procédures des différents bailleurs de fonds.

BIII) Actifs financiers

La valeur est composée de 128 actions, d'une valeur de € 52,5 + € 5 de supplément pour chacune, auprès de Banca Etica.

3) Frais d'établissement, coûts de recherche, développement et publicité.

Au cours de l'année, on a soutenu des dépenses de publicité pour un montant de € 163.982; ces dépenses ont été entièrement passées en charges au cours de l'exercice.

3bis) Dépréciation des immobilisations nettes.

Il n'y avait aucune perte de valeur.

4) Autres variation actif et passif

ACTIFS COURANTS

1) Fonds

Comme déjà mentionné, la valeur de 29.360 € a été enregistrée dans le poste " Stock de valeurs" relatif à un legs reçu au cours de l'année 2018. La valeur est donnée par un rapport d'expert et rapportée de manière très détaillée dans les documents notariés et bancaires. Le contenu a été déposé dans un coffre-fort.

2) Crédits

Crédits bailleurs de fonds

	31/12/2017	31/12/2018	Variation
Union Européenne	66.416	557.031	490.614
ECHO	1.422.852	1.292.959	(-129.893)
Ministère affaires étrangères italien et autres entités italiennes	75.296	1.554.171	1.478.875
Agencies NU	826.450	1.306.492	480.043
Autres	561.524	929.241	367.717
Total	2.952.538	5.639.895	2.687.356

Crédits d'impôt

	31/12/2017	31/12/2018	Variation
Crédits d'impôt	38.429	16.821	(-21.608)
Total	38.429	16.821	(21.608)

Autres crédits

	31/12/2017	31/12/2018	Variation
Projets	15.131	85.223	70.092
Dépôts	18.302	18.302	-
Collaborateurs et employés	959	2.251	1.292
Crédit de TVA Ecuador	6.756	7.111	355
Autre	824.290	513.600	(-310.690)
Total	865.438	626.487	(238.951)

3) Variation du fond pour la dépréciation des crédits

Au 31/12/2018, il n'y a aucune dépréciation des crédits.

4) Disponibilité de caisse.

Les dépôts bancaires comprennent les intérêts courus à la date du bilan.

La rubrique «valeur de caisse» comprend les monnaies nationales, timbres papier, postaux ou fiscaux, en monnaie locale en fonction du taux d'échange infoeuro du mois de Décembre pour les dépôts étrangers.

Description	31/12/2017	31/12/2018	Variation
dépôts bancaires Ita	5.261.970	3.070.297	(-2.191.673)
caisse Ita	4.697	5.931	1.234
dépôts postales	429.457	390.772	(-38.685)
chèques	2.100	5.213	3.113
disponibilité étranger	4.108.575	3.935.730	(-172.845)
Total	9.806.799	7.407.943	(-2.398.856)

PASSIF

1) Provisions pour risques et charges

	31/12/2017	Incréments	Utilise	31/12/2018
Risques et charges	72.721	0	(-72.721)	0
Totale	72.721	0	(72.721)	0

2) indemnités pour cessation d'emploi

L'indemnité est calculée sur la base des montants accumulés à la fin de l'année et couvre entièrement l'engagement de l'entreprise envers tous ses collaborateurs au 31.12.2018, selon les lois et les obligations contractuelles.

Pour l'analyse voir le tableau :

31/12/2017	Part allouée au cours de l'année	Utilis. pour demiss. et taxes	31/12/2018
479.940	142.767	(-131.491)	491.215

3) Dettes

Tableau de référence pour les dettes :

Type	31/12/2017	31/12/2018	Variation
Dettes envers les banques	1.341.687	2.781.349	1.439.662
Dettes envers les fournisseurs	191.957	207.603	15.646
Dettes envers autres bailleurs de fonds			
* à rembourser	0	0	0
Taxes			
*trésor / source	55.020	47.887	(-7.133)
Dettes envers instit.sécurité sociale	155.996	117.450	(-38.546)
Autres dettes			
*dettes c/salaires	474.107	515.408	41.301
*dettes c/associés	159.223	86.996	(-72.227)
*dettes envers projets	1.040.541	1.549.614	509.073
divers	772.206	935.841	163.636
Total	4.190.736	6.242.149	2.051.413

Les dettes envers les banques sont représentées par les soldes débiteurs des comptes courants en raison de l'utilisation des avances sur les contrats.

Les dettes envers projets sont représentées par les factures à recevoir par les fournisseurs.

5) Investissements en société

Il n'y a aucune participation.

6) Crédits et dettes arrivant à échéance après plus de 5 ans.

Il n'y a aucune dettes de plus de cinq ans à la date du 31/12/2018.

6bis) Les variations des taux de change.

Il n'y a pas de changements significatifs.

6ter) Crédits et dettes avec l'obligation de relégation.
Il n'y a pas de dettes et de crédits avec cette obligation.

7) Cours et différées

Détail au tableau suivant :

Cours et différées actifs	31/12/2017	31/12/2018	Variation
Cours	52.329	11.764	(-40.565)
Différées	22.035.493	14.611.518	(-7.423.975)
Différées projets			
	22.087.822	14.623.282	(7.464.540)
Total	44.175.644	29.246.563	(14.929.080)

Les différées projets sont les transferts de coûts liés aux projets dont l'activité se poursuivre en 2019.

La répartition des charges à payer est la suivante :

Charges à payer	31/12/2017	31/12/2018	Variation
Financement d'exercice	229.674	197.901	(-31.773)
Autres			0
Total	229.674	197.901	(31.773)

La répartition des différées passifs est:

	31/12/2017	31/12/2018	Variation
Différées passifs projets	31.136.097	20.995.932	(10.140.165)
Total	31.136.097	20.995.932	(10.140.165)

Les différées passifs projets comprennent les contributions reçues au cours de l'année et pour les projets pas encore achevés.

7 bis) La structure du capital et patrimoine propre

Le patrimoine est :

	31/12/2017	Augmentation	Diminution	31/12/2018
I) Fonds commun	70.000			70.000
VI) Réserve statutaire	0			0
VII) Autres réserves:	0			0
*réserve extraord.	180.457			180.457
*réserve fonds proj.	590.025	485.010	(-8.339)	1.066.696
*Autres	0			0
VIII) Restes (déficit) reporté	8.363		(-8.363)	0
IX) Excédent (déficit) de l'exercice	2.983	44.144	(-2.983)	44.144
Total	851.828	529.154	(-19.685)	1.361.296

Les actifs nets de la Fondation est composé du Fonds commun qui comprend la dotation initiale de € 70 000. Au capital libre il y a € 180.457 concernant trois propriétés situées à Marsala (50%), en RCA et au Paraguay.

Le fond de réserve projets comprend les fonds disponibles de la Fondation, qui sont alloués à des projets sur une base institutionnelle mais sans engagement contractuel. La part du "fonds projets pays" s'élevait à 445.394 € et a été augmentée de 473.664 €, compte tenu également de l'augmentation des engagements futurs en matière de

cofinancement et d'investissement, compte tenu du grandeur actuel de la Fondation, ainsi que du transfert des bénéfices des années précédentes à 11.346.

8) Intérêts capitalisés

Il n'y a pas intérêt capitalisé.

9) Les engagements qui ne sont pas au patrimoine

La Fondation a reçu des garanties bancaires et d'assurance de tiers: à la fin de l'exercice, il y avait 12 garanties en cours. Ces garanties sont en place respectivement avec Banca Etica (9), Banca Prossima (1), BNP (1) et Unicredit (1) pour garantir les avances payées ou les obligations contractuelles aux bailleurs.

Le total garanti au 31/12/2018 s'élève à € 1.938.373, contre € 2.586.365 de l'année précédente.

10) Revenus par secteur d'activité et zones géographiques

Les revenus bruts en 2018 sont 60.448.531 € et les coûts bruts sont 60.417.370 €.

Ci-dessous un tableau spécifique, avec les activités dans les différentes zones géographiques.

Le poste "autres" comprend toutes les activités en Italie, tandis que le poste "bureaux à l'étranger" concerne la coordination.

zone géographique	revenus
Afrique Centrale	19.303.738
Africa Occidentale	19.837.141
Africa Orientale et Australe	14.425.204
Amérique Latine et Caraïbes	1.401.420
Moyen-Orient	3.338.563
Italie	2.142.465
Total	60.448.531

coûts par type de destination	coûts
Emergence	48.783.246
Développement	9.039.499
Sièges étrangères	677.502
Autre	1.917.123
Total	60.417.370

11) Résultats de participation

Il n'y a pas participation.

12) Produits et charges financiers

Nous illustrons les détails des recettes et dépenses pour l'année:

	2017	2018	Variation
Intérêts créditeurs v/banques et poste	904	1.262	358
Gains de change	627.091	742.252	115.161
	627.995	743.514	115.519
Intérêts débiteurs v/banques	(-99.934)	(-160.188)	(-60.254)
Différencs de change passive	(-830.966)	(-570.343)	260.623
	(-930.900)	(-730.531)	200.369
Total	(-302.905)	12.983	315.888

13) Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels présents dans le compte de résultat ont été reclassés dans la partie ordinaire par nature. En particulier:

Nom	2018	2017
PASSIFS EVENTUELS	€ 382.308,58	€ 307.735,53
Reclassés en postes:		
PERTES SUR CREANCES	€ 262.129,94	€ 227.790,67
COUTS DIRECT LOCAL POUR AUTRES CHARGES	€ 120.178,64	€ 79.944,86

ACTIFS EVENTUELS	€ 86.843,60	€ 50.674,32
Reclassés en postes:		
REVENUS DES BUREAUX A L'ETRANGER	€ 36.231,92	€ 35.072,95
REVENUS DIVERS	€ 50.611,68	€ 15.601,37

14) Situation fiscale

La Fondation, en tant que non-lucratif, est exempté de IRAP conformément à l'article 7 de la loi 27 du 18/12/2001 (Régional 2002 Région Lombardie).

La Fondation n'a pas de dettes fiscales et n'est pas actuellement l'objet d'audits fiscaux et à des inspections.

15) Employés

Le mouvement des employés était la suivante:

Employés au 31.12.2016	53
Recrutements	14
Démissions	(13)

Totale au 31/12/2018 54

A partir du 2015, les frais engagés sur place précédemment classés entièrement entre les coûts de service, ces sont reclassés en fonction de leur nature.

Les coûts du personnel local sont inclus dans la section B.9.e "autres frais de personnel".

DONNEES SUR L'EMPLOI

Collaborateurs travaillant en Italie

	Au 31/12/2017	Au 31/12/2018	Variations
Employés	54	48	-6
Collaborateurs	9	9	-
TOTAL	63	57	-6

Le contrat de travail des employés est le Collective du Commerce. Les rapports de collaboration se réfèrent à l'Accord Cadre du 24.04.2013 harmonisé avec l'Accord du 14/09/2015 récemment prolongé jusqu'au 30/6/2018.

Collaborateurs expatriés

Zone géographiques de travail	Au 31/12/2017	Au 31/12/2018	Variations
Afrique	101	97	-4
Amerique Latine et Centrale	12	12	-

Moyen-Orient	8	10	+2
TOTAL	121	119	-2

Nationalité	Au 31/12/2017	Au 31/12/2018	Variations
Italienne	65	59	-6
Etrangère	56	60	+4
TOTAL	121	119	-2

Collaborateurs Local

Zone géographiques de travail	Au 31/12/2017	Au 31/12/2018	Variations
Afrique	883	1217	+334
Amerique Latine et Centrale	30	53	+23
Moyen-Orient	19	60	+41
TOTAL	932	1330	+398

16) Rémunération aux administrateurs et organismes de contrôle.

Les administrateurs et le Collège des Contrôleurs des Comptes n'ont pas reçu rémunération. La société de révision BDO Italia SpA a reçu un montant de € 12.000 plus les frais et la TVA pour un montant de € 14.884 pour la vérification des états financiers.

17) Nombre et valeur nominale des actions par catégorie

La Fondation n'a pas émis en 2018 ni pendant les années précédentes, actions de toutes sortes.

18) Les actions de profit et obligations convertibles

La Fondation n'a pas émis en 2018 ni pendant les années précédentes, actions, ni obligations de toutes sortes.

19) Les instruments financiers émis par la société.

La Fondation n'a pas émis en 2018 ni pendant les années précédentes instruments financiers.

19bis) Les prêts des membres.

La Fondation n'utilise pas comme forme de financement, le financement direct de ses membres.

20) Patrimoine destiné aux activités spécifiques

La Fondation n'a pas Patrimoine destiné aux activités spécifiques.

21) Information ex Article 2447-decies paragraphe 8

La Fondation n'a pas de fonds pour une transaction spécifique, dont les recettes sont destinées uniquement au remboursement de tout ou partie du prêt.

22) Locations financières.

Il n'y a pas des leasings au cours de l'année 2018.

Point 23) Transactions avec des parties liées conformément à l'article 2427, section 1, n° 22-bis
Aucune transaction avec des parties liées n'a été effectuée qui soit pertinente aux fins de la loi susmentionnée.

Point 24) Contrats ne figurant pas au bilan selon l'art. 2427, al. 1 n° 22-ter
Il n'existe pas d'autres accords pertinents au sens de la loi susmentionnée qui ne figurent pas au bilan.

Point 25) Informations sur les événements importants survenus après la clôture de l'exercice - art. 2427 c.1 n.22 quarter c.c.
Après la clôture de l'exercice, il n'y a pas eu d'événements significatifs susceptibles de faire l'objet d'une information dans ces notes explicatives.

Point 26) Effets significatifs possibles des variations des taux de change survenant après la fin de l'exercice - art. 2427 c.1 n.6 bis c.c.
Après la clôture de l'exercice, il n'y a pas eu de variation des taux de change susceptible d'avoir un effet significatif sur les actifs et passifs en devises étrangères.

Point 27) Informations sur les instruments financiers dérivés - art. 2427 bis c.1 n.1 c.c.
A la date de clôture de l'exercice, aucun instrument financier dérivé n'avait été utilisé et aucun instrument financier répondant aux exigences des dérivés n'avait été séparé des contrats d'entreprise.

Point 28) Informations sur les sociétés ou entités qui exercent des activités de gestion et de coordination - art. 2497 bis du Code civil italien
La société n'est pas soumise à la gestion ou à la coordination de sociétés ou d'entités tierces.

Point 29) Proposition d'affectation du résultat de l'exercice
Sur la base de ce qui précède, il est proposé d'affecter le bénéfice de l'exercice, d'un montant total de 44.144 €, comme suit :
- Entièrement à la réserve pour le Fonds des projets de pays

30) Autre information

	31/12/2017	31/12/2018	Variations
Cotisations des membres	7.500	7.400	(-100)
Parrainage des enfants	31/12/2017	31/12/2018	Variations
Revenus	535.940	468.613	(-67.327)
Dépenses	(6.698)	(14.755)	(-8.057)
Transfert aux projets	406.674	357.917	(-48.757)

Il s'agit du montant des revenus et des dépenses pour les initiatives de parrainage des enfants.
Les transferts effectués aux bénéficiaires finaux sont mis en évidence séparément.

UTILISATION DES FONDS 5PERMILLE

Pendant le 2018 des fonds d'un montant de 85.393,09 € ont été utilisés, alloués pour les "5 per mille" relatifs à 2015 et reçus le 16/08/2017; les fonds ont été utilisés en faveur du projet " Accroître la résilience et les opportunités économiques dans les zones sujettes à la sécheresse " en Ethiopie.

LES COÛTS DU 5PERMILLE

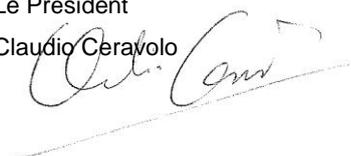
1. Ressources humaines	39.326
2. Charges d'exploitation	19.543
3. Achats de biens et services	11.234
4. Décaissements conformément a l'objet institutionnel	
5. Autres dépenses liées à la réalisation de l'objet institutionnel	15.290
6. Provision	
TOTAL	85.393

Les considérations et les chiffres contenues dans la note complémentaire sont conformes aux écritures comptables et reflètent correctement les faits administratifs tels qu'ils se sont produits.

COOPI – COOPERAZIONE INTERNAZIONALE

Le Président

Claudio Ceravolo





FONDAZIONE COOPI - COOPERAZIONE INTERNAZIONALE

Rapport de la société de révision
indépendant

Comptes annuels au 31 décembre 2018

Ce rapport a été traduit en français de l'original, qui a été produit en italien seulement pour l'utilité des lecteurs internationaux

Rapport de la société de révision indépendant

Au Conseil d'Administration de Fondazione Coopi - Cooperazione Internazionale

Rapport sur les comptes annuels

Opinion

Nous avons effectué la révision comptable des comptes annuels de la Fondazione Coopi - Cooperazione internazionale, comprenant le bilan au 31 décembre 2018, le compte de résultat de l'exercice clos à cette date et les annexes.

A' notre avis, les comptes annuels fournissent une image fidèle de la situation patrimoniale et financière de Fondazione Coopi - Cooperazione Internazionale à la date du 31 décembre 2018 et du résultat de l'exercice clos à la même date conformément aux normes italiennes qui réglementent les critères de rédaction.

Éléments à la base de notre opinion

Nous avons effectué l'audit conformément aux normes internationales d'audit (ISA Italia). Nos responsabilités en vertu de tels principes sont décrites plus en détail dans la section Responsabilité de la société de révision pour la vérification des comptes annuels du présent rapport. Nous sommes indépendants envers la Fondation dans le respect des règles et des principes en matière d'éthique et d'indépendance applicables dans la doctrine professionnelle Italienne pour l'audit des comptes annuels. Nous retenons avoir acquis des éléments probants suffisants et appropriés sur lesquels fonder notre opinion.

Appel à l'information - Réforme du troisième secteur

Sans changer notre jugement, nous attirons l'attention sur ce qui est rapporté dans la note supplémentaire du paragraphe d'ouverture, qui décrit comment la Fondazione Coopi - Cooperazione Internazionale, dans la voie de la réforme du troisième secteur prévue par la Loi sur la délégation 106/2016 et les décrets et intégrations subséquents, a vérifié que toutes les requis nécessaires pour les Entités du tiers secteur sont remplies et qu'il a l'intention de se conformer à toutes les prévisions réglementaires dans les termes juridiques.

D'autres aspects

Ce rapport n'est pas émis conformément au sens de la loi, compte tenu que la Fondation Coopi - Cooperazione Internazionale, pour l'exercice clos au 31 décembre 2018, n'était pas obligée à la révision légale au sens de la loi.

Responsabilités des administrateurs pour les comptes annuels

Les administrateurs sont responsables de la préparation des comptes annuels qui doivent fournir une représentation véridique et correcte conformément aux normes italiennes qui réglementent les critères de rédaction et, dans les conditions établies par la loi, pour la partie du contrôle interne retenue nécessaire par ceux mêmes (les administrateurs) pour permettre la rédaction de comptes annuels qui ne doivent pas contenir d'erreurs significatives dues à des fraudes ou à des comportements ou événements non intentionnels.

Les administrateurs sont responsables de l'évaluation de la capacité de la Fondation à poursuivre ses activités en tant qu'entité opérationnelle et, lors de la rédaction des comptes annuels, du caractère approprié de l'utilisation de l'hypothèse de continuité de l'activité, ainsi que d'une information adéquate en la matière. Les administrateurs utilisent l'hypothèse de la continuité de l'activité dans la préparation des comptes annuels, à moins qu'ils n'aient évalué que les conditions existent pour la liquidation de la Fondation Coopi - Cooperazione Internazionale ou bien pour l'interruption de l'activité ou n'ont pas d'alternatives réalistes à de tels choix.

Responsabilité de la société de révision pour la révision comptable des comptes annuels

Nos objectifs sont l'obtention d'une assurance raisonnable que les comptes annuels dans leur ensemble ne contiennent pas d'erreurs significatives dues aux fraudes ou à des comportements ou à des événements involontaires, et l'émission d'un rapport d'audit comprenant notre opinion. Une sécurité raisonnable veut dire un niveau de sécurité élevé qui, toutefois, ne garantit pas qu'une révision comptable effectuée conformément aux normes d'audit internationales (ISA Italia) identifie toujours une erreur significative, si existante. Les erreurs peuvent provenir de fraudes ou de comportements ou d'événements non intentionnels et sont considérées comme significatives si l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, individuellement ou collectivement, influencer les décisions économiques prises par les utilisateurs sur la base des comptes annuels.

Dans le cadre de l'audit effectué conformément aux principes internationaux d'audit (ISA Italia), nous avons fait part d'un jugement professionnel et maintenu le scepticisme professionnel tout au long de l'audit. Par ailleurs:

- nous avons identifié et évalué les risques d'erreurs significatives dans les comptes annuels, dus à des fraudes, des comportements ou des événements non intentionnels; nous avons défini et effectué des procédures d'audit en réponse à tels risques; nous avons acquis des éléments probants suffisants et appropriés sur lesquels fonder notre opinion. Le risque de ne pas identifier une erreur significative due aux fraudes est plus élevé par rapport au risque de ne pas identifier une erreur significative dérivant de comportements ou d'événements involontaires, compte tenu du fait que la fraude peut impliquer l'existence de collusions, de falsifications, d'omissions intentionnelles, de représentations trompeuses ou de forçage du contrôle interne;
- nous avons acquis une compréhension du contrôle interne significative pour l'audit comptable afin de définir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances et non pour exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Fondation;
- nous avons évalué le bien-fondé des principes comptables utilisés ainsi que le caractère raisonnable des estimations comptables faites par les administrateurs, y compris la relative information;
- nous sommes parvenus à une conclusion quant à la pertinence de l'utilisation de la part des administrateurs de la supposition de continuité de l'activité et, sur la base des éléments probants obtenus, sur l'éventuelle existence d'une incertitude significative concernant des événements ou des circonstances pouvant faire apparaître des doutes importants sur la capacité de la Fondation de continuer à fonctionner en tant qu'entité opérationnelle. En présence d'une incertitude significative, nous sommes tenus de rappeler sur le rapport d'audit les informations correspondantes dans les états financiers, ou, si cette information est insuffisante, de reporter ce fait dans la formulation de notre opinion. Nos conclusions sont fondées sur les éléments probants acquis jusqu'à la date du présent rapport. Toutefois, les événements ou circonstances successives peuvent amener la Fondation à cesser d'opérer en tant qu'entité opérationnelle;
- Nous avons évalué la présentation, la structure et le contenu des comptes annuels dans leur ensemble, y compris l'information des annexes, et évalué que les comptes annuels représentent les opérations et les événements sous-jacents afin de fournir une représentation appropriée;



Nous avons communiqué aux responsables des activités de gouvernance, identifiés à un niveau approprié et requis par les ISA Italie, entre autres aspects, la portée et le calendrier prévus pour l'audit et les résultats significatifs relevés, y compris les éventuelles faiblesses significatives du contrôle interne mises en évidence lors de la révision comptable.

Milan 28 juin 2019

BDO Italia S.p.A.
Signé par
Fioranna Negri
Associée